

LE JOURNAL D'EELV DE L'ISÈRE

www.eelv.isere.fr



n°90
Août 2019

Journal trimestriel d'Europe Écologie Les Verts Isère
Directrice de publication : Nadine REUX - Responsable de la rédaction : Cyrielle CHATELAIN
Imprimé sur papier 100 % recyclé et avec des encres à base végétale chez TECHNIC COLOR - ZAE
Les bauches, 9 chemin de la Plaine, 38640 CLAIIX. ISSN : 1165-66-70 - N° CPPAP : 0318 P 11090

Au sommaire

Élections Européennes

- Résultat de l'élection européenne 2019 : l'Isère à la pointe de la dynamique nationalep.2
- Questions à Pascal Clouairep.2
- Questions à Gwendoline Delbos Corfield, nouvelle Euro-députéep.3

Dossier : Municipales - l'action des écolos en Isère

- Les réalisations de la majorité grenobloise pour la transition écologiquep.4-5
- Les Grenopolitain.es : construire avec les citoyen.nes la métropole de demainp.5
- Questions à Véronique Fernandez « Il ne faut pas avoir peur de s'engager ! »p.6
- Élections municipales à Vienne : les enjeuxp.6
- Saint-Égrève : Ensemble pour Demain !p.7
- Municipales 2020 : sortir du marasme dans les petites communesp.8
- Mieux vivre sur le territoire métropolitain, notre enjeup.8-9

Actualités militantes

- Les barrages hydro-électriques sont un bien commun à préserverp.10
- Formation concernant les violences sexuellesp.10

Du côté des élus

- L'actualité des élus départementauxp.11
- L'actualité des élus régionauxp.11
- Au Sénat : lancement d'une mission d'information sur la gratuité des transportsp. 12

S'abonner, Adhérer, Coopérer ?

NOM : Ville : Je souhaite m'abonner*
Prénom : Courriel : pour 1 an à l'Écho Vert :
Code postal : Téléphone : [] en soutien 25 €
[] simplement 11 €
Adresse : *chèque à l'ordre de EÉLV
Rhône-Alpes
 Je souhaite coopérer ou
adhérer à Europe Écologie
Les Verts.

Bulletin à renvoyer à :
Europe Écologie les Verts de l'Isère - 10 rue Marx Dormoy - 38000 GRENOBLE
Ou rendez-vous sur isere.eelv.fr/adherer

Édito

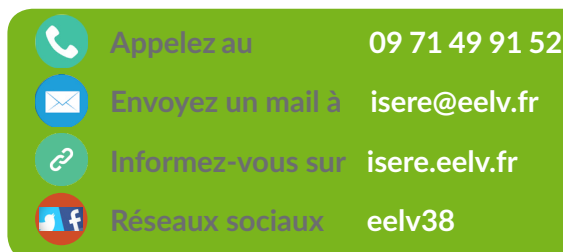
Benjamin Trocmé, animateur Isère

Aux dernières élections européennes, la liste menée par Yannick Jadot a récolté 13,5 % des suffrages au niveau national et 16,2 % en Isère. Ces résultats font suite aux nombreuses mobilisations pour la défense du climat, de la biodiversité, des services publics (barrages, chemin de fer, bureaux de postes...). Ils sont une nouvelle manifestation du désir d'un nouveau modèle de société plus résilient, inclusif, égalitaire et respectueux de l'environnement. En cela, ils nous obligent.

Ils nous obligent et nous encouragent à poursuivre nos engagements lors des prochaines élections municipales, forts de notre expérience et des succès dans les villes et villages où nous sommes en responsabilité.

Ils nous obligent à le faire en restant humbles et ouverts. Humbles car les débats politiques français restent dominés par deux projets - national identitaire et ultralibéral - en totale contradiction avec le projet écologiste. Ouverts car nos idées infusent manifestement dans de larges franges de la société française et il sera demain possible de construire un futur désirable, en associant tous ceux qui comme nous sont viscéralement attachés aux valeurs de justice sociale et environnementale.

À très bientôt pour de nouvelles luttes, de nouvelles victoires et de nouveaux espoirs !



ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'Isère à la pointe de la dynamique nationale

 Gaël Roustan, responsable de la mobilisation directe pendant la campagne

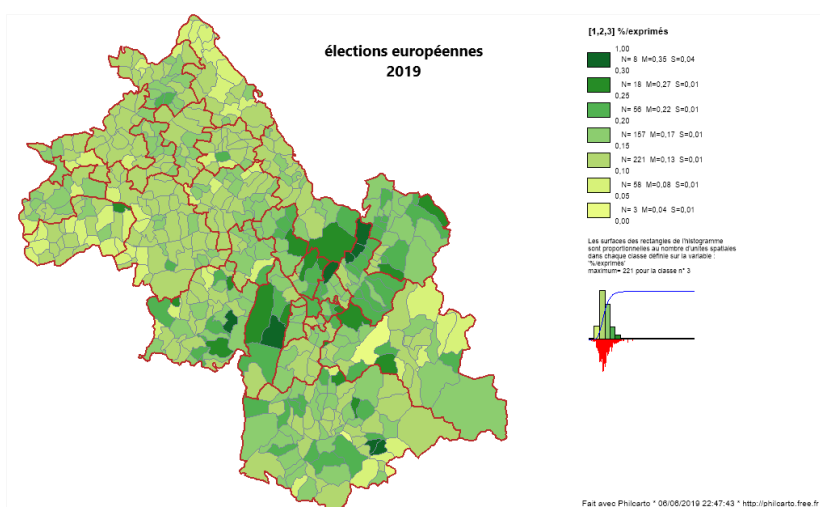
« Ne pas se fier au sondage ! ». On a beau le répéter comme un mantra, l'humeur des troupes en campagne est souvent indexée à la dynamique des courbes. La joie n'en est donc que plus forte quand la bonne surprise advient.

Le 26 mai 2019, avec un réel sursaut de participation, la liste des écologistes conduite par Yannick Jadot a rassemblé 3 055 023 voix, un record historique et en progression de 80,08 % par rapport à la dernière élection européenne de 2014. Avec 13,48 %, la liste Europe Écologie termine en troisième position, loin devant les deux vieux partis de l'alternance que sont Les Républicains et le Parti Socialiste. En position d'incarner aux yeux des Français l'alternative au duo de La République en Marche (libéraux) et du Rassemblement National (extrême-droite).

Les 12 eurodéputé·e·s écologistes français·e·s ont rejoint le groupe Verts / ALE au Parlement européen, qui avec le bon score des écologistes dans d'autres pays, dont l'Allemagne, s'agrandit à 75 membres (4e groupe le plus important après les Conservateurs, les Socio-démocrates et les Libéraux). Dans notre région, la drômoise Michèle Rivasi est réélue pour un troisième mandat, rejointe par l'iséroise Gwendoline Delbos-Corfield, jusqu'ici dirigeante du Parti Vert Européen (cf ci-dessous).

En Isère, le score de la liste Europe Écologie est

comme d'habitude élevé : 16,17 %. Il faut noter le très bon score à Grenoble (22,36 %, en hausse de 25 % par rapport à 2014 alors que dans la foulée des municipales le score des écologistes était déjà très élevé) et de nombreuses villes de la Métropole comme La Tronche (20,35 %), Saint-Egrève (19,65 %), Eybens (18,47 %), Saint-Martin-d'Hères (17,61 %, sur les talons des listes LREM et RN)... Ailleurs, on peut pointer les scores de Voiron (17,62 %, quasiment le double du score de la liste LR soutenue par le maire actuel), La Buisse (17,66 %), Crolles (21,84 %) ou en montagne le Plateau des Petites Roches (37,19 %), Autrans-Méaudre en Vercors (26,03 %), Mens (20,06 %). Le record départemental est atteint à Malleval, sur les contreforts du Vercors (41,67 %) !



Questions à Pascal Clouaire

 Maryse Oudjaoudi - EELV Franges vertes

– Pourquoi as-tu été candidat ?

À Grenoble je suis adjoint à la démocratie locale et à l'Europe. Je participe à la CNDP, et je mesure les limites du mandat local. La transition écologique est à traiter au niveau national et européen. J'aspire à une Europe Fédéraliste, EELV porte ces valeurs fédéralistes. Et puis j'ai aimé faire campagne en PACA, en Savoie et en Rhône-Alpes. Ce sont de riches moments de débat qui nous ouvrent aux autres

– Quels thèmes du programme t'ont motivé ?

- La lutte contre le réchauffement climatique car dans les Alpes nous vivons le changement 2 fois plus vite qu'ailleurs.
- La démocratie participative, pour donner la force de la décision aux citoyens, du débat au pouvoir d'agir
- Donner à la Nature un statut juridique. La Nature Sujet de Droit, c'est pour moi un levier du changement et l'ouverture d'un champ nouveau d'innovation

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Questions à Gwendoline Delbos Corfield

 Maryse Oudjaoudi - EELV Franges vertes

Comment s'est construite ton histoire avec l'Europe ?

Je suppose que depuis toujours, je me suis sentie européenne. Un père britannique, une mère du Cantal, une enfance dans le béton sans âme de la banlieue parisienne : mes racines sont de nulle part. Ce n'est qu'à 19 ans quand je suis arrivée à Grenoble, et que j'ai vu les montagnes, que j'ai choisi une terre à aimer. Mais il n'y a absolument aucune forme de fierté nationale en moi, le souverainisme m'est totalement étranger. J'ai une immense affection pour la langue française et sa littérature. C'est mon seul amour patriotique ! Je me soucie autant de l'avenir du jeune espagnol sans travail et des droits de la femme polonaise que du sort du peuple français



En 2011, devenue membre de la direction d'EELV, j'ai été désignée déléguée aux Régions et à l'Europe, et à ce titre j'ai commencé à suivre les travaux du Parti Vert Européen. Je me suis immédiatement sentie à l'aise dans cette structure au service de tous nos Partis Verts. Et en 2012, je suis devenue membre de la direction du PVE. J'ai démarré alors un nouvel engagement politique après mes premières années de militantisme puis d'élue locale (conseillère municipale de Grenoble et conseillère régionale de Rhône-Alpes). Chaque mois, j'avais désormais rendez-vous à Bruxelles avec mes collègues. Je me passionne alors pour le travail et les péripéties des écologistes belges, anglais, néerlandais, espagnols, écossais, portugais, suédois, finlandais, polonais, italiens... J'ai découvert chez les Verts Européens

des histoires communes et des organisations différentes, une même détermination et pourtant des nuances culturelles. Voilà ma nouvelle histoire, un pied à Bruxelles et l'autre dans les Alpes.

Forte de cette expérience, je suis sincèrement convaincue que les deux échelons politiques pertinents sont le niveau des politiques publiques locales et le niveau des grands changements qu'on peut impulser sur un espace européen. Notamment pour s'organiser face au dérèglement climatique et lutter contre les pollutions qui ne connaissent pas les frontières.

Quelles sont tes priorités et tes responsabilités au Parlement Européen ?

Au Parlement Européen, je siégerai dans les commissions LIBE (libertés, droits et justice), FEMM (femmes et égalité de genre) et AFCE (affaires constitutionnelles). En 2019, je vais suivre plus particulièrement les questions budgétaires en LIBE et deux dossiers, celui de la protection de nos données numériques et celui du fonctionnement de l'espace Schengen. Et je suis en charge du rapport sur la situation démocratique en Hongrie. Je voudrais relancer une initiative pour des listes transnationales de candidat-es pour les prochaines élections, et continuer la bataille pour un renforcement des pouvoirs du Parlement. Sinon, j'ai intégré le bureau du Groupe Verts, Régionalistes, Pirates. Dans la suite de mes responsabilités au PVE, j'aurai pour rôle, à côté des co-président.e.s du groupe, de coordonner et animer ce collectif de 75 élu.e.s avec seize nationalités.

Quels liens vas-tu mettre en place avec notre territoire ?

Je me considère comme une députée européenne des Alpes et de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Trois dossiers seront mon focus sur ce territoire : la montagne, les migrants, le Lyon-Turin. Je vais installer une permanence parlementaire à Grenoble, avec Marion Gerlaud qui sera ma collaboratrice locale. Nous y assurerons le lien avec le monde associatif et politique, et les citoyens qui ont des sujets en lien avec les enjeux européens.

MUNICIPALES : L'ACTION DES ÉCOLOS EN ISÈRE

Dossier rédigé par Guillaume Laget, Céline Deslattes, Hervé Legrain, Danièle Falchier, Gaël Roustan et Daniel Bret.

À Grenoble, on a amorcé la Transition écologique

À Grenoble, le Rassemblement Citoyen de la Gauche et des Écologistes emmené par Éric Piolle a depuis son élection en mars 2014 mis en œuvre son programme. Le contexte politique et financier était pourtant particulièrement difficile.

Politiquement, les socialistes grenoblois, souvent macronistes avant Macron, n'ayant que faire de l'écologie et oublié ce qu'est la gauche, ont joint leur voix à l'opposition de droite pour un procès en illégitimité particulièrement virulent. Ces propriétaires du pouvoir ne supportaient pas que les écologistes puissent gouverner... et réussir!

Financièrement, Grenoble subit une dette très élevée héritée du maire corrompu Carignon (qui ose se présenter de nouveau aux suffrages), et la baisse des dotations décidée par le gouvernement Hollande-Valls. La Ville a compensé 15 millions de baisse de dotations, rétabli les finances, et le tout sans augmenter les impôts!

Malgré ce contexte, toutes les politiques ont gardé le cap d'une ville plus solidaire, plus écologique, plus résiliente. En voici quelques aspects... non exhaustifs !

Plan écoles

Avec une hausse de 25% du nombre d'élèves et un entretien de l'existant insuffisant, la Ville a lancé un grand plan écoles pour préparer demain: plus de 60M€ d'investissement d'ici 2024, avec la construction de trois nouvelles écoles, la réhabilitation de trois groupes scolaires, et l'agrandissement de quatre autres.

Lutte contre la publicité

Un des premiers gestes forts écologistes et contre la société de consommation a été de supprimer la publicité sur l'affichage public en ville en 2015. Depuis, sous l'impulsion des élus écologistes, le Plan Local de Publicité Intercommunal qui vient d'être voté réduit fortement, sur l'ensemble de la Métropole, les surfaces consacrées à la publicité et - pour les communes qui l'acceptaient - la publicité lumineuse énergivore.

Énergie et consommation

Sous l'impulsion des élus, Gaz et Electricité de Grenoble a développé fortement ses capacités de production en énergies renouvelables. La SEM couvrira ainsi dès 2022, l'équivalent de la

consommation des grenoblois.e.s en énergies éolienne, solaire, hydraulique... Par GEG ou par la coopérative citoyenne « Solaire d'Ici », de nombreux toits de bâtiments municipaux, de parkings, ... ont été équipés de panneaux solaires.

Nature en Ville

Depuis 1996, Grenoble perdait des arbres chaque année ou presque... Depuis 2014, avec plus de 4000 arbres plantés et une diversité d'espèces adaptées à chaque milieu, le nombre d'arbres a significativement augmenté, compensant les pertes des dix années précédentes ! Des arbres ont même fait leur apparition sur la place Grenette ou bientôt sur les trottoirs élargis de l'axe Rey-Agutte-Sembat-Liautey.

De nombreuses autres actions sont à citer : développement des Jardins Partagés, « Jardinons nos rues », la non-utilisation de pesticides qui favorise le retour de nombreuses espèces animales et végétales dans les parcs, les cimetières, sur les trottoirs, ...

Égalité des droits

La Ville, en collaboration avec les associations, a mené de nombreuses actions pour favoriser l'égalité des droits. Mise-à-disposition d'appartements pour les femmes victimes de violences, collecte de protections périodiques, actions anti harcèlement de rue, inauguration d'un espace LGBTI, ...



L'écologie peut être une fête... pour toutes et tous !

Oubliant les dérives d'une politique de prestige précédente, tout au long de l'année, des événements ouverts permettent à tous les grenoblois.e.s de se

retrouver dans des évènements festifs, gratuits, peu chers...Et ils sont nombreux à chaque fois :

- pour la célébration des JO de 1968 au Palais des Sports

- chaque année la Fête des Tuiles, sur un cours Jean Jaurès piétonnisé, offre spectacles et animations et permet aux associations du territoire de présenter leurs activités,

- un pique-nique citoyen et républicain avant le feu d'artifice du 14 Juillet.

- le Cabaret Frappé, gratuit en plein coeur de Grenoble offre une semaine de spectacles au succès toujours plus important chaque année !

Culture et Montagne pour Tous

Les bibliothèques de Grenoble sont, depuis le premier juillet, gratuites pour tous et toutes ! Et pour que tous les jeunes grenoblois.e.s puissent profiter des richesses de la ville et de son environnement, des bourses d'études offrent la gratuité totale des études au conservatoire pour des dizaines de grenoblois.e.s.

Via les écoles, les MJC et les collèges la Ville permet à des centaines d'enfants de découvrir la montagne : ski de fond, ski de piste, mais aussi randonnée, spéléo, alpinisme... !

Alimentation

Les cantines de Grenoble proposent désormais plus de 50 % d'aliments bios et locaux, et un repas végétarien au moins par semaine. Le travail de fond de la Ville pour assurer aux agents, aux enfants et aux aînés une nourriture de qualité et peu émettrice de CO2, en structurant la filière, en formant les cuisiniers, a été reconnue nationalement par le « premier prix » des « Cantines Rebelles » à l'automne 2018 !

Et le travail continue, pour augmenter encore la part de produits bio et locaux, et aussi pour d'ici 2022 remplacer les plats de transport et service actuellement jetables en plastique par des plats en inox.

Budgets Participatifs

Depuis 2015 les habitant.e.s choisissent l'affectation d'une partie du budget d'investissement. Parmi les succès les plus notables citons la Dragonne du square Saint-Bruno, les centaines de nichoirs à mésanges et chauve-souris réalisés par les habitants lors d'ateliers participatifs avec l'aide de la LPO et installés dans toute la ville, ou encore le projet "Un Pas vers l'Eau" qui permet depuis ce moins de juin aux Grenoblois.e.s d'investir les bords de l'Isère.

Les Grenopolitain.es : construire avec les citoyen.nes la métropole de demain

Se déplacer, travailler, habiter, produire, étudier, se divertir, consommer, se cultiver, toutes ces réalités se vivent à l'échelle métropolitaine et dessinent notre défi commun. Alors que la métropole a des compétences locales très importantes pour la transition, l'élection des conseillers métropolitains se fera via les élections communales et pas sur la base d'un projet métropolitain. Face à ce défaut démocratique, des militants, citoyens, venant de divers horizons et de diverses communes, ont construit un espace de débat, ouvert à la participation des habitants, pour accélérer la construction d'une métropole démocratique, solidaire et écologique (cf dossier de presse en ligne sur les premiers signataires)

Cette démarche de consultation est en cours sur la plateforme : grenopolitains.fr. Des propositions sont organisées en 3 grands thèmes : une métropole de coopération sociale, de coopération ville campagne, du bien commun. Vous pouvez la faire connaître, contribuer aux propositions, signer et faire signer l'appel (en ligne) : **un appel pour répondre à l'appétit démocratique de débattre, proposer et relever ensemble les défis de justice sociale et climatique d'aujourd'hui et des années à venir.**

Un travail de synthèse restera à faire pour proposer un projet socle à la rentrée.

Des « apéropolitains », apéros débat/propositions par les habitants, ont eu lieu dans plusieurs communes d'avril à juillet. Vous pouvez prendre contact avec les Grenopolitains si vous souhaitez les associer à une action dans votre commune.

MUNICIPALES : L'ACTION DES ÉCOLOS EN ISÈRE

Dossier rédigé par Guillaume Laget, Céline Deslattes, Hervé Legrain, Danièle Falchier, Gaël Roustan et Daniel Bret.

Questions à Véronique Fernandez « Il ne faut pas avoir peur de s'engager ! »

C'est la rentrée scolaire, qu'est-ce qui change chez toi ?

Grâce à l'installation d'une cuisine satellite à l'école de Saint-Pancrasse, tous les enfants du Plateau bénéficieront enfin d'une cantine. Il y a encore plus de repas avec des aliments bio et, le plus souvent possible, locaux. Nous avons actuellement un repas sans viande par quinzaine, cette proportion va augmenter progressivement anticipant la loi EGAlim.



Ces évolutions ont-elles été faciles ?

Oui. Nous avons la chance d'avoir encore une cuisine (avec Sodexo ça n'aurait pas été possible !). Les cuisinières sont en plus très motivées pour faire évoluer leur métier, pour se former, pour faire bouger aussi un peu leurs horaires. Elles sont du

tonnerre ! Avant on avait un fournisseur unique. Maintenant, elles cherchent des produits de meilleure qualité. Et tout cela au même prix ! Les parents eux ont très vite accepté de s'impliquer dans une commission agents / élus / parents. Ils ont soutenu la démarche et souligné la qualité du travail des cuisinières. Nous bénéficions enfin d'un accompagnement positif des administrations. Si nous avançons, c'est que le but est largement partagé.

Aucune difficulté donc ?

Paradoxalement, c'est peut-être avec certains élus qu'il a été difficile d'avancer. La peur des réactions négatives sur le prix par exemple et parfois plus de théorie que de « pratique ». Mais, dans le fond, tout le monde était en ordre de marche, il suffisait de souffler pour que ça démarre. Il y a une vraie prise de conscience maintenant. Je l'ai déjà remarqué plusieurs fois dans mon mandat. Et je voudrais donc dire qu'il ne faut pas avoir peur de s'engager pour faire des choses dans sa commune !

Et maintenant ?

D'ici la fin du mandat, je voudrais poser des cliquets pour être sûre qu'on ne revienne pas en arrière (en améliorant le cahier des charges, avec le label Ecocert...). Il faut aussi approfondir l'amont en lien avec le foncier, l'économie, pour faciliter l'installation de nouveaux paysans qui trouvent des débouchés avec la restauration collective.

Élections municipales à Vienne : les enjeux

Vienne, sous-préfecture de l'Isère, est aux mains de la droite depuis 2001. C'est aujourd'hui T. Kovacs qui dirige la ville d'une poigne de fer. Cette ville succombera-t-elle à nouveau à son maire intraitable en 2020 ? Poussés par notre bon score aux européennes (16 %), nous nous sommes dit au groupe local qu'il était temps de faire entendre à Vienne une voix de gauche, écologique et antilibérale. L'idée d'une liste a d'abord été initiée avec les partis politiques : La France Insoumise, Europe Écologie Les Verts, Le Parti Communiste Français, Le MRC et Génération.s tentent aujourd'hui de constituer une équipe large avec les citoyens qui souhaitent s'engager. Reste le parti socialiste, dont nous avons du mal aujourd'hui à identifier le positionnement. Leur leader local, Erwan Binet, rêve depuis 2017 d'une alliance avec En marche... Nous avons élaboré une ébauche de programme qui se caractérise par le maintien des services publics, la protection de l'environnement et la sobriété énergétique, la lutte contre les discriminations et le développement de la participation des habitants. La commune se particularise par l'importance de son parc HLM : avec 3 779 habitations à loyer modéré, un pourcentage de 27,9 % est atteint pour ces logements. Il y a là matière à chercher nos soutiens, pour faire une écologie populaire. Le maire en place veut obtenir une nouvelle sortie de l'autoroute A7 sur l'agglomération sud de la ville. Il souhaite toujours plus de caméras de vidéosurveillance, plus de policiers municipaux. Ce n'est pas la ville telle que nous l'imaginons. Nous voulons une ville apaisée, où il fait bon vivre, moins bruyante et moins polluante, rendue au calme et à la sérénité de notre vieille cité antique baignée par le Rhône et le mistral. Reste à réunir 39 noms...

Saint-Égrève : Ensemble pour demain !

Laurent Amadiou, tu es depuis 2014 élu du groupe Écologie, Solidarité, Citoyenneté avec Brigitte Ruef et Éric Bruyant. Comment avez-vous travaillé pendant ce mandat ?

Après la douche froide causée par l'élection au premier tour de la majorité sortante *pour son 4e mandat*, notre groupe a très vite travaillé à édifier des passerelles avec l'ensemble des gauches (3 listes d'opposition présentes), pour préparer "Ensemble" les conseils municipaux, mais aussi l'avenir !

Tu as aussi réussi à conserver la dynamique de la liste initiale, même si vous n'avez été que trois élus ?

Depuis le début du mandat, nous faisons une réunion mensuelle entre les élus, le groupe local EELV, l'association Vert Saint-Égrève et les autres membres de la liste, pour travailler les sujets locaux, mais aussi susciter le débat au sein du conseil municipal, avec des propositions de vœux (tous rejetés) pour une zone hors TAFTA, sur les compteurs LINKY ou pour une coordination de

l'accompagnement des migrants hébergés au Fontanil.

Et vous préparez activement l'avenir, dans une dynamique de rassemblement ?

Oui, mais un rassemblement basé sur un socle commun, celui de la transition. Depuis un an, nous organisons des réunions thématiques, dans un but de sensibilisation aux sujets municipaux et métropolitains : réunions très participatives, pour se poser les questions sans tabous et dégager les grands enjeux. Nous travaillons également à la cohésion du collectif avec des moments festifs comme le pique-nique géant de Juin au parc Barnave, ou un séminaire en Octobre. Et nous venons de décider de notre nom : « Ensemble pour demain : un projet solidaire et écologique à Saint-Égrève ».

Merci Laurent, il ne nous reste plus qu'à vous souhaiter une bonne campagne !

À SUIVRE sur <http://saint-egreve-ensemble-pour-demain.fr>



MUNICIPALES : L'ACTION DES ÉCOLOS EN ISÈRE

Dossier rédigé par Guillaume Laget, Céline Deslattes, Hervé Legrain, Danièle Falchier, Gaël Roustan et Daniel Bret.

Mieux vivre sur le territoire métropolitain, notre enjeu

Avec 29 membres, le groupe écologiste "Métropole en transitions" est le plus important de Grenoble Alpes Métropole. En 2014, les écologistes ont participé à l'établissement d'une majorité de gauche et écologiste. En charge des secteurs les plus importants pour la transition écologique, nous agissons pour une réelle transformation du territoire ; le bilan de "La Métro" est le résultat de l'action des écologistes.

Mais cela n'est pas aisé au quotidien, tant les résistances et les blocages sont nombreux notamment sur des dossiers importants comme le Plan Climat Air Énergie Territorial, les mobilités, ou encore les emprunts toxiques.

Les résultats obtenus, dont les exemples ci-dessous sont les plus importants, ont vocation à n'être qu'un premier pas : 2020 sera l'occasion de renforcer encore l'écologie, pour enfin être à la hauteur de l'enjeu climatique.

Déplacements

Permettre à chacun de trouver le meilleur moyen de transport, pour un coût adapté est la ligne directrice de la politique impulsée par les écologistes à la Métropole et au SMTC depuis 2014 – et l'effort sera amplifié par la réalisation du Plan de Déplacements Urbains PDU 2030, qui prévoit notamment un service de RER à la grenobloise, avec un départ toutes les 15 minutes entre Rives et Brignoud (Crolles), et l'extension prochaine du SMTC à l'ensemble du Grésivaudan !

Citons, entre autres réalisations : la fin des achats de bus diesels dès 2014, le développement des bus GNV et électriques. Les lignes Chrono avec des fréquences et des horaires comparables à ceux des lignes de tram, l'extension des Parking-Relais en bouts de lignes de bus et trams pour de stationner gratuitement une voiture en prenant un transport en commun.

Une vitesse limitée à 30 km/h dans 45 communes, mesure pionnière et gage de sécurité pour les piétons et cyclistes.

Réseau cyclable structurant pour la Métropole, les axes Chronovélo permettront bientôt de relier Saint-Egrève, Meylan, Pont-de-Claix, Grenoble, Fontaine, Eybens, Vizille... de manière rapide et sûre pour les utilisateurs.

Espace public

Une dizaine de communes de la Métropole ont bénéficié de l'opération « Cœurs de ville cœurs de

Métropole ». Les aménagements donnent, dans les centres de villes et de villages, la priorité aux piétons, à la végétalisation.

L'élargissement du plateau piéton qui sera finalisé cet automne rend à Grenoble, qui avait été pionnière en la matière dans les années 1970, sa place parmi les grandes villes française offrant une continuité piétonne sur l'ensemble du centre historique.

Solidarités

Tarifs 18-25 divisés par deux dans les transports en commun. Développement de la tarification quotient familial. Gratuité de la fourniture des premiers mètres cubes d'eau à 9500 ménages métropolitains... : les écologistes prouvent qu'il est possible d'aller vers une facturation des services publics en fonction des revenus de chacun. Et cela, grâce à un partenariat avec la CAF, en facilitant ou supprimant les démarches pour accéder à cette solidarité.

Pour les citoyen.ne.s en précarité énergétique l'accompagnement financier et l'accompagnement en matière de maîtrise de l'énergie sont développés.



Lutte contre la pollution

Après avoir été motrice pour la création et l'utilisation en France des vignettes Crit'Air en période de pic de pollution, la Métropole a aussi créé la plus grande zone à faibles émissions de France. Cette ZFE concerne pour le moment 11 communes (18 communes supplémentaires dès 2020) et vise à interdire progressivement, d'ici 2025, les véhicules utilitaires polluants, notamment diesel.

En hiver, la plus grande cause de pollution aux particules fines est le chauffage individuel au

bois. Ne disposant pas de pouvoir réglementaire en la matière, la Métropole informe et incite, via le dispositif « prime Air Bois » encore renforcé récemment, avec jusqu'à 2000€ pour aider au remplacement des cheminées et vieux dispositifs par des poêles plus performants.

Déchets

L'ambitieux Schéma Directeur Déchets de la Métropole 2020-2030 vise à réduire le volume des « poubelles grises » et à recycler les 2/3 des déchets.

Pour y parvenir... la simplification du tri, la mise-en-place de recycleries, de collectes de textiles, la rénovation des déchetteries, la promotion du compostage individuel ou partagé, la mise en place de tarifications incitatives, collecte des biodéchets (dès 2019, deux secteurs de Grenoble et les communes de Seyssins, Eybens, Poisat, Gières, Echirolles)...

Énergie

Le Schéma Directeur Énergie de la Métropole vise à la fois la réduction des consommations et donne la priorité aux énergies renouvelables et locales.

Les biodéchets (dans le centre de compostage de Murianette) de même que les boues issues des eaux usées (unité d'épuration Aquapole) produiront aussi du biométhane, pour alimenter les logements et les

bus GNV de la TAG.

La multiplication de centrales hydrauliques, éoliennes, solaires... permettront d'arriver à l'objectif d'avoir 100 % des métropolitain.e.s fournis en renouvelables en 2030.

Habitat

Pour pallier la pénurie de logements sociaux et le non-respect la loi SRU par de nombreuses communes, la production de logement social est intensifiée, dans les grandes communes comme Grenoble mais aussi dans les plus petites.

Les grandes opérations urbaines (ANRU) privilégient les réhabilitations de logements, comme à la Villeneuve à Grenoble. Le Dispositif Mur/Mur2 aide les copropriétés en entreprendre des travaux d'isolation et de rénovation énergétique.

La Métropole participe à "Logement d'abord", visant à proposer un logement comme première étape d'un dispositif de réinsertion pour des personnes en grande précarité.

Le PLUi impose partout l'objectif ambitieux de réglementation thermique selon la norme RT2012 - 20 %. Et le reclassement de 90 ha en espaces agricoles, pour limiter l'artificialisation des sols.

Municipales 2020 : Sortir du marasme dans les petites communes

Si la tâche de maire est légitimée dans les enquêtes d'opinion, dans les petites communes elle est de plus en plus mal vécue (difficultés techniques et budgétaires, transferts de compétences et manque d'accompagnement, difficulté à résister à la "désertification rurale").

Mais, à l'envers de ce marasme ambiant, déjà sensible dans le renouvellement des équipes municipales, quelques initiatives témoignent d'un optimisme rafraichissant, axées sur la remobilisation et la participation des citoyens, la co-construction de projets. La tendance est de plus en plus au "Participatif".

Les exemples d'initiatives ont déjà fleuri depuis déjà quelques temps ça et là, comme à Saillans, dans la Drôme, sans parler de Grenoble, de Mouans-Sartoux, de Langouët, Loos-en-Gohelle, etc.

Dans le Trièves, Chatel en Trièves est aussi un bon exemple d'un travail réussi de remobilisation

citoyenne. Parti de la menace de la fermeture de l'école du village, deux petites communes ont organisé leur fusion et ont enclenché, en même temps, avec les citoyens un travail de réorganisation de la vie scolaire et de redynamisation du périscolaire. Dans la foulée, la co-construction avec la population s'est poursuivie autour de la valorisation d'une propriété acquise par la mairie au centre bourg, de l'ouverture d'un café-épicerie associatif, d'une aire de loisirs, de jardins partagés puis d'une cuisine collective s'approvisionnant localement.

Cette démarche de remobilisation citoyenne, en vue des Municipales 2020, est partagée par de nombreuses communes aujourd'hui.

Pour plus d'infos : <https://www.descommunesetdescitoyens.fr/>. Un livre ("des communes et des citoyens") écrit par Fanny Lacroix (TeM Chatel en T), Daniel Cueff (maire de Langouët), Yvan Lubranesky, etc. synthétise les fondements de ce genre d'initiatives.

ACTUALITÉS MILITANTES

Les barrages hydro-électriques sont un bien commun à préserver.

 Pierre Mériaux
EELV Grenoble

Samedi 15 juin 2019 les syndicats d'EDF ont organisé un rassemblement sur le barrage-pont de Saint Egrève contre la menace de mise en concurrence des 150 concessions de barrages EDF venant bientôt à échéance. Les paroles se sont succédées dans une ambiance unitaire et chaleureuse, illustrant la variété des soutiens à cette lutte : des gilets jaunes aux syndicats d'EDF et de GE Hydro, d'Alternatiba (qui a sorti pour l'occasion un portrait de Macron réquisitionné dans une mairie -o) aux Amis de la Terre, des parlementaires de tout l'éventail de la gauche et de l'écologie : Marie-Noelle Battistel, Delphine Batho, Guillaume Gontard, un eurodéputé Pierre Larrouturou, le maire de Grenoble Éric Piolle...

Tous et toutes ont défendu la nécessité de garder nos barrages sous contrôle public, de ne pas céder aux oukases de libéralisation outrancière portés par la commission Européenne que le gouvernement ne contre pas, alors que des pays (Portugal, Allemagne) ont obtenu une « exemption » justifiée par la sécurité nationale, l'indépendance énergétique.

Ces barrages, financés par plusieurs générations, sont désormais une rente importante. Ils jouent un rôle clé, en cas de menace de black-out, par leur capacité à démarrer vite à pleine puissance : Grandmaison vaut 2 réacteurs nucléaires !

Et ce rôle croit avec le développement des Energies renouvelables, pour équilibrer le réseau électrique. Enfin ces barrages sont exploités actuellement en intégrant les multiples usages de l'eau, ressource qui va se raréfier avec le réchauffement climatique.

Bref les enjeux climatiques et de transition exigent qu'on les considère comme un service d'intérêt général, un bien commun plutôt qu'une source de profits pour des multinationales qui n'auront pas le souci de développer l'économie des territoires de montagne.

Yannick Jadot a porté tout cela pendant les européennes. Le gouvernement hésite face au large front constitué, continuons donc de lutter !

Dossier complet à lire ici : <http://www.sudenergie.org/site/barrages-documents/>

Retour sur la formation concernant les violences sexuelles

 Margot Belair - EELV Grenoble

Samedi 8 juin, la commission féministe d'EELV a organisé une formation à la prévention des violences sexistes et sexuelles. Convaincu que le sujet est d'utilité pour tous·tes, nous avons ouvert cette formation à nos ami·es, camarades et militant·es de gauche et écologistes de l'agglomération. Une quinzaine de personnes ont donc été formées à l'aide des outils de l'association NousToutes.

La formation visait à définir ce qu'est une violence sexiste et sexuelle, identifier comment ces violences se manifestent dans un cadre collectif et enfin mettre en place des outils et moyens pour prévenir et lutter contre ces violences.

Après un bilan chiffré très complet pour bien comprendre la réalité de ces violences, nous avons étudié ce que dit la loi à ce sujet et les mécanismes des agresseurs. Enfin, nous avons discuté des bonnes façons d'aider une victime.

Parmi ces bonnes pratiques, il faut commencer par rassurer une victime « Ce n'est pas votre faute, le coupable c'est lui, il n'avait pas le droit, c'est la loi » Mais aussi revaloriser la personne, créer un espace de confidentialité, penser à prendre des notes et orienter la personne vers une association avec des écoutant·es

professionnel·les.

Pour rappel : en France il y aurait au moins 80 000 viols par an et 80 % des victimes connaissent leur agresseur. Dans nos organisations comme partout, il est de notre devoir de veiller à créer des espaces militants sains et de prendre en compte la parole des victimes.

*Ce mythe est très présent dans notre société :
Les hommes ne sauraient pas se contrôler,
et pour éviter les « problèmes », ça serait
donc aux femmes d'être moins attirantes.*



Ca s'appelle la culture du viol.
Copyright de l'image : Emma

Au Département de l'Isère

La RD 1075 permet, entre autres, de relier Monestier de Clermont (terminus nord actuel de l'A51) à Sisteron (terminus Sud de l'A51), en traversant le Trièves, le Buëch... Les écologistes se sont toujours opposés à la construction de l'A51 et ont toujours défendu un aménagement de la route départementale actuelle afin de réduire notamment l'accidentologie (voir par exemple les contributions au débat public de 2004).

Prenant enfin conscience que l'achèvement de l'A51 était une lubie d'un autre âge, le Département de l'Isère a lancé une concertation pour effectuer des travaux d'aménagement de cette route. L'étude du projet amène plusieurs commentaires:

- Le dossier ne propose pas un diagnostic précis de l'accidentologie ne permettant pas de prioriser les différents investissements.
- Cette absence de diagnostic entraîne le Département à proposer un projet a maxima, avec un grand nombre d'investissements, notamment des voies de dépassement, qui ont surtout pour but d'augmenter la vitesse (également source d'accidents) sans réellement diminuer l'accidentologie.
- Ce projet a maxima est d'un coût très

élevé (près de 60 M€), à comparer avec les investissements familiaux sur la ligne de train Grenoble-Gap aujourd'hui menacée de fermeture pour des sommes moindres;

- Le projet en l'état a un impact certain sur les terres agricoles sans garantie de compensation ;
- Le projet d'aménagement se focalise sur les circulations de transit (les jours de départ en vacances) et fait l'impasse sur une réflexion globale de déplacement au niveau du Trièves (en intégrant notamment les différents modes de déplacements, dont les modes doux).

Lors du vote sur ce projet d'aménagement, notre groupe au Département a émis ces réserves et demandé une clarification en proposant un amendement actant sans ambiguïté :

- l'abandon du projet A51, qui doit être enfin retiré du Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT)
- un engagement réaffirmé pour la survie de la ligne Grenoble-Gap.

Ni la majorité, ni les autres oppositions, n'ont voté cette amendement, en dépit des positions affichées par ailleurs. Devant cette défiance et ce double langage, nous nous sommes donc abstenus au final sur le projet d'aménagement.

Au Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes

Côté Région, les avancées écologiques de la majorité de Laurent Wauquiez sont rares. On peut néanmoins saluer une action tardive : la signature d'un moratoire sur la fermeture des guichets SNCF. En effet, oubliant toute mission de service public, la SNCF ferme à tour de bras les guichets dans les gares TER. Or, les guichets sont essentiels pour les voyageurs peu connectés, âgés, porteurs de handicap ou tout simplement ayant besoin d'un renseignement et d'un conseil humain. Les élus écologistes du conseil régional, à l'instar de Jean-Charles Kohlhaas et Myriam Laidouni Denis n'ont eu de cesse d'alerter l'exécutif régional sur le

sujet. La Région doit jouer son rôle d'autorité. C'est chose faite avec ce moratoire. Mais entretemps, les gares de Rives, Moirans, Brignoud et Goncelin, pour lesquelles les élus écologistes avaient lancé l'alerte, ont vu leurs guichets fermer définitivement leurs portes. Il en va de même pour les gares drômoises et mauriennes. En effet, ce moratoire arrive trop tard. Grand perdant des européennes et voulant se concentrer sur sa région, Laurent Wauquiez serait bien inspiré d'écouter les propositions des écologistes pour la mobilité du quotidien. »

Au Sénat

À l'initiative du groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE), le Sénat a engagé une mission d'information sur la gratuité des transports en commun : « Gratuité des transports : fausse bonne idée ou révolution sociale et écologique des mobilités ? ». Cette mission d'information, dont Guillaume Gontard, sénateur de l'Isère, est le rapporteur, s'est donné trois mois pour examiner tous les aspects du sujet.

L'urgence climatique doit nous conduire à créer de nouvelles solutions de transports pour répondre aux besoins croissants de mobilité et limiter l'usage de la voiture individuelle. La mise en place de solutions alternatives crédibles passent par une offre de transport en commun attractive et un réseau performant. La gratuité des transports en commun peut se poser à certains endroits comme un levier supplémentaire d'attractivité.

Une trentaine de communes et d'intercommunalités appliquent déjà la gratuité totale ou partielle des transports publics. En 2018, Dunkerque est devenue la plus grande agglomération à mettre en place la gratuité totale de son réseau de bus. A un an des élections municipales les réflexions sur la gratuité se multiplient. Quelle que soit la couleur politique le débat est lancé dans de nombreuses villes. La notion de gratuité questionne, interroge, mais ne laisse jamais indifférent.

Derrière cette question se cachent de nombreux leviers de politiques publiques qui concourent à des objectifs différents. La gratuité peut être totale à l'image de la Ville de Dunkerque ou partielle en concernant un type de public, une partie du réseau ou un créneau horaire en particulier. C'est ainsi un levier d'action pour répondre à des problématiques très diverses : accompagner certains publics, revitaliser une ligne sous-utilisée ou moduler la fréquentation horaire du réseau.

La question de la gratuité des transports s'envisage également dans son environnement. Dans une agglomération où les transports en commun sont

en bon état mais sous-utilisés, la gratuité cumule les bénéfices sociaux et écologiques tout en permettant de libérer de l'espace public. En revanche à certains endroits où le réseau est déjà saturé et/ou vieillissant, son coût pourrait représenter un frein important au renouvellement des infrastructures existantes.



La gratuité pour les usagers pose la question du financement des infrastructures. Si les usagers sont exonérés de tarification, ce sont l'ensemble des contribuables et les entreprises qui assureront le financement. C'est d'ailleurs le cas pour les infrastructures routières. Du coup, la gratuité pose également la question de l'équité entre les territoires, pénalisant d'avantage les territoires au potentiel fiscal plus faible.

Ce sont tous ces aspects que la mission d'information a examiné en auditionnant une vingtaine d'acteurs publics et privés de mai à juillet 2019 et en organisant un déplacement à Dunkerque. Présidée par la sénatrice du Rhône (LR), Corinne Vullien, Guillaume Gontard (CRCE) rapporteur de la mission présentera en septembre prochain les conclusions du rapport et le soumettra au vote des membres de la mission (27 au total). Le rapport sera disponible à ce moment-là.

Pour plus d'information :

https://www.senat.fr/commission/missions/mission_dinformation_sur_la_gratuite_des_transports_collectifs.html#c645907

Rendez vous le 21 Septembre pour la Marche Climat à Grenoble !